

Excellentes Propositions de Zemmour pour lutter contre émeutes et pillages... inapplicables sans Frexit!

écrit par Christine Tasin | 10 juillet 2023



De bonnes idées, mais... totalement inapplicables tant qu'on reconnaîtra l'UE comme puissance supérieure à la souveraineté européenne.

Il n'y a pas 36 solutions pour pouvoir appliquer ces propositions de bon sens qui seraient retoquée par la CEDH avec enthousiasme et promptitude si des patriotes déterminés arrivaient au pouvoir.

On assisterait ainsi à un retro-pédalage comme celui de Méloni sur l'immigration ou bien à la chute du gouvernement comme celui des Pays-Bas qui vient de tomber à cause de l'immigration.

https://www.lepoint.fr/monde/le-gouvernement-neerlandais-tombe-apres-des-negociations-houleuses-sur-l-immigration-07-07-2023-2527747_24.php

Ils sont insupportables ces patriotes de la "vraie droite", européistes à en crever ! Ils y croient encore malgré tout ? Mais ce n'est pas possible d'avoir des oeillères à ce point !

Le Frexit, vite, seule solution et ça urge !

<https://resistancerepublicaine.com/2023/06/23/zemmour-et-marine-doivent-faire-campagne-pour-le-frexit/>

<https://resistancerepublicaine.com/2023/07/07/je-crains-que-mernard-ne-soit-oblige-de-marier-un-sans-papiers-sous-oqtf-le-frexit-vite/>

Avec les émeutes, le réel que nous dénonçons chaque jour chez Reconquête vient d'exploser au visage de nos gouvernants. Plus que des discours, une série de mesures concrètes s'impose.

Car émeutes et pillages ne sont pas une fatalité, Reconquête présente un plan en 3 points pour un retour durable à la paix en France.

1. Les Français n'ont pas à payer pour réparer les dégâts des émeutiers.

Chaque année, nous payons 10 milliards d'euros dans la politique de la ville pour financer les banlieues. Un sacrifice financier immense, pour que les banlieues détruisent ce que nous construisons.

Ceux qui cassent doivent désormais être ceux qui payent.

Je propose :

- Des sanctions financières sévères et dissuasives contre les émeutiers : l'argent des réparations doit venir de leurs poches et pas des nôtres.
- De sanctionner les familles si les délinquants sont mineurs : ces familles ne doivent plus percevoir d'aides sociales.
- Des travaux d'intérêt général pour les casseurs : ils cassent, ils reconstruisent eux-mêmes. Cela contribuera à leur éducation s'ils sont français. S'ils sont étrangers, leur place est dans leur pays d'origine.

Les Français ne doivent plus se lever le matin pour ceux qui vivent de leur générosité. Cela s'appelle la justice sociale.

Parmi les émeutiers, il y a un tiers de mineurs.

Un certain nombre d'entre eux n'est censé obtenir la nationalité française qu'à 18 ans.

Je propose que toute participation aux émeutes avec délit contre les représentations de l'État, les bâtiments publics, les élus, les forces de l'ordre ou les pompiers soit un

motif de refus de la nationalité française.

Ceux-là ne méritent pas de devenir nos compatriotes.

2. L'urgence est d'aider les forces de l'ordre à mater les émeutiers.

Nos mesures :

- Mise en place immédiate de l'état d'urgence : couvre-feu, fouilles de véhicule, perquisition des appartements des émeutiers et saisie des armes, interpellations ;
- Légitime défense renforcée pour les forces de l'ordre par la présomption de légitime défense ;
- Défense excusable pour les policiers et les particuliers attaqués, notamment les commerçants ;
- Fin du laxisme judiciaire : les émeutiers de 16 ans et plus peuvent être sanctionnés comme des adultes. Ils sont le gros du bataillon, les peines doivent être exemplaires et les mis en cause jugés en comparution immédiate.

3. Il faut instaurer le Bouclier Migratoire

Vous avez déjà reçu un message de Diane Ouvry à ce sujet, vous proposant de signer la pétition [Contre les émeutes, exigez le Bouclier Migratoire !](#)

Pour que cette crise ne se reproduise plus et pour que les Français retrouvent la paix qu'ils méritent, il est grand temps de prendre le problème à la racine : l'immigration. Pour cela, Reconquête propose un [bouclier migratoire](#) composé de neuf mesures :

1. Supprimer le regroupement familial et le droit du sol, durcir les conditions de naturalisation des non-Européens et limiter drastiquement leur nombre de visas ;
2. Limiter le droit d'asile à sa mission originelle :

- quelques centaines d'individus par an qui déposent une demande en-dehors du territoire national ;
3. Instaurer une caution obligatoire de 10 000 € pour les visas des étrangers provenant de pays à risque ;
 4. Supprimer les aides sociales (allocations familiales, aides au logement, RSA...) et les soins gratuits (AME...) pour les étrangers ;
 5. Étendre la définition pénale de la traite des êtres humains afin de punir sévèrement les passeurs et leurs complices ;
 6. Organiser des campagnes d'information dans les pays d'origine pour décourager les départs, retirer la France des traités favorisant l'immigration ;
 7. Interdire la régularisation de tout clandestin. Obliger les pays à reprendre leurs migrants grâce à la pression diplomatique et financière ;
 8. Remigrer les fichés S, les délinquants étrangers, les criminels à l'issue de leur peine et les étrangers au chômage depuis six mois ;
 9. Mettre fin au dispositif des « mineurs étrangers isolés » qui font exploser la délinquance dans les grandes villes, tester l'âge réel des migrants.

Vous pouvez compter sur ma détermination à me battre jusqu'à l'application de toutes ces mesures.

Vive la France !

Éric Zemmour